

À DÉFAUT DE VEILLER À LA STRICTE APPLICATION DES LOIS EXISTANTES Le gouvernement algérien légifère de nouveau contre le blanchiment d'argent

Lors de sa session du 8 février 2012, le Conseil des ministres a examiné et approuvé un projet d'ordonnance modifiant et complétant la loi n°05-01 du 6 février 2005, relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ce nouveau dispositif est le résultat de l'adaptation d'anciennes recommandations du Gafi (Groupe international d'action financière) spécialisé dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. L'Algérie a une «guerre» de retard, d'autant plus que le Gafi a adopté il y a quelques jours, le 15 février (voir article ci-dessous), de nouvelles recommandations.

Selon le communiqué du Conseil des ministres, «l'Algérie mène une lutte résolue contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sur la base d'un dispositif législatif adéquat, notamment la loi n° 05-01 du 6 février 2005 relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme».

Elle participe aussi activement à la coopération internationale contre ces deux fléaux notamment dans le cadre des Nations unies et des organisations sous-régionales arabes et africaines.

L'ordonnance approuvée a justement pour objet d'adapter la législation algérienne de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme aux techniques nouvelles au moyen desquelles les criminels violent les systèmes bancaires et aux technologies de l'information et de la communication. À cet effet, la législation amendée conforte l'indépendance de la cellule nationale de renseignement financier, à l'instar des organismes similaires de par le monde. S'agissant des mesures de prévention contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent, l'ordonnance élargit les obligations des institutions financières dans le traitement de leurs clientèles, mais aussi à leur propre niveau, y compris la formation de leurs personnels en la matière.

Elle renforce aussi les obligations des autorités de régulation financière, en ce qui concerne les

règlements pertinents qu'elles doivent prendre et le suivi de leur respect par les institutions financières, ainsi que leur coopération avec les instances nationales compétentes, y compris en matière d'enquête et de poursuite.

Au titre des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, l'ordonnance autorise le juge à ordonner le gel ou la saisie, pour un

mois renouvelable, des fonds appartenant aux organisations terroristes. Cette mesure est susceptible de recours.

Elle relève aussi le montant des amendes et élargit le champ d'application de certaines incriminations en matière de violation du secret professionnel en ce qui concerne les déclarations de soupçon. La sanction des crimes de blanchiment d'argent et de

financement du terrorisme relève, quant à elle, des dispositions du Code pénal.» Fin de citation du communiqué du Conseil des ministres. Lors de cette réunion, «le chef de l'État a enjoint au gouvernement, à la Banque d'Algérie, et à toutes les autorités de régulation concernées de veiller au strict respect des règlements relatifs à la prévention du blanchiment d'argent et du financement du terroris-

me, et d'apporter leur plein concours à la «Cellule nationale de renseignement financier», placée auprès du ministère des Finances. Le président de la République a conclu ses propos «en appelant les juges à appliquer la loi dans toute sa rigueur, dans la lutte contre la corruption et contre toutes les autres formes de crimes et délits financiers».

LSC

LA CITY DE LONDRES RESTE PEU REGARDANTE SUR L'ORIGINE DES FONDS

L'autorité de régulation juge que de nombreuses banques sont trop laxistes face à l'argent sale

Un étudiant étranger dépose un million de livres (1,12 million d'euros) dans une banque londonienne. Trop heureux de faire fructifier cette cagnotte, l'établissement de la City (place financière à Londres) ne vérifie pas l'identité du jeune déposant, qui a des liens de parenté avec un homme politique de son pays. Or, les avoirs de ce dirigeant, qui a détourné des biens publics, font l'objet d'un gel international.

Cet exemple, évoqué dans un rapport accablant publié le 23 juin par la Financial Services Authority (FSA), le régulateur de la City, souligne la porosité des contrôles des banques britanniques sur la provenance des fonds placés à Londres par des «Political exposed persons» ou «Peps», des personnes exposées politiquement, ou par leurs proches. Au terme d'une enquête auprès de vingt-sept banques, la FSA dénonce le laxisme de trois quarts d'entre elles dans l'application des lois antiblanchiment.

Les autorités chargées de la lutte contre l'argent sale envisagent d'ailleurs des poursuites contre deux établissements réputés, accusés de

ne pas avoir cherché à connaître l'origine de dépôts provenant visiblement de la corruption. Les «déontologues» chèrement payés pour veiller à la conformité des opérations avec la loi n'ont rien trouvé à redire devant ce recyclage de fonds illégaux.

Caisse noire planétaire

Le secteur très lucratif de la gestion de patrimoine est à nouveau sur la sellette. L'afflux de capitaux de grosses fortunes du Proche-Orient et du Maghreb inquiète des effets du «printemps arabe», tout comme celui des avoirs des pays de la périphérie européenne à la recherche d'un havre de paix face à la crise de la monnaie unique, ont mis un phénomène en évidence : pour la City de Londres, l'argent des tyrans comme celui des évadés fiscaux n'a pas d'odeur. La situation est d'autant plus grave que deux éléments ont accru cette tendance au blanchiment : depuis les scandales des comptes secrets du Nigérien Abacha, du Chilien Pinochet et d'autres dictateurs des années 1990, l'innova-

tion technologique et financière a accéléré les transferts de fonds en brouillant les pistes ; ensuite, la propension des paradis fiscaux dans la sphère d'influence britannique à accueillir les fonds d'où qu'ils viennent. L'argent va, vient, virevolte dans un labyrinthe de comptes bancaires offshore, de trusts opaques, de coquilles de complaisance pour terminer dans les coffres de la City. Cette caisse noire planétaire permet de se jouer des règles antiblanchiment édictées dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001. Face à ce sombre tableau, les organisations non gouvernementales ont bien accueilli l'investigation de la FSA. Mais, à écouter «Global Witness», qui œuvre pour la transparence dans le négoce des matières premières, cette initiative sera sans lendemain, faute de stricts contrôles de la manne placée dans les filiales des banques britanniques installées dans des paradis fiscaux. Pour sa part, l'association des banquiers britanniques a réitéré son engagement à «extirper la criminalité de la finance en étroite association avec le régulateur».

D. H.

DE NOUVELLES RECOMMANDATIONS ADOPTÉES LE 15 FÉVRIER Le Gafi renforce la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Le Groupe d'action financière (Gafi), en charge de l'élaboration des normes internationales en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, a révisé, au terme d'un travail de deux ans de ses membres, les recommandations appliquées dans plus de 180 pays pour combattre ces crimes.

Cette révision, à laquelle ont contribué les gouvernements, le secteur privé et la société civile, offrent aux autorités un cadre renforcé pour poursuivre les criminels et répondent à de nouvelles menaces pour le système financier international.

Le montant des capitaux blanchis et des graves crimes et délits sous-jacents est très important ; il représente, selon les estimations, entre 2 et 5% du PIB mondial.

Les recommandations révisées permettront aux autorités des différents pays de mener des actions plus efficaces contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme à tous les niveaux, de l'identification des clients des banques lors de l'ouverture d'un compte aux enquêtes, aux pour-

suites et à la confiscation des biens. Au niveau mondial, le Gafi continuera également de suivre et de promouvoir la mise en œuvre de ces normes. Les recommandations révisées du Gafi intègrent désormais pleinement les mesures contre le financement du terrorisme aux contrôles en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, introduisent de nouvelles mesures pour lutter contre le financement de la prolifération des armes de destruction massive et améliorent la réponse au blanchiment des produits de la corruption et des infractions fiscales pénales. Elles renforcent également les obligations relatives aux situations présentant des risques plus élevés et permettent aux pays d'adopter une approche ciblée fondée sur les risques.

Pour une coopération internationale plus efficace

Les principaux changements sont :

- La lutte contre le financement de la prolifération des armes de destruction massive par l'application systématique de sanctions

financières ciblées lorsqu'elles sont exigées par le Conseil de sécurité des Nations unies.

- L'amélioration de la transparence afin d'éviter que les criminels et les terroristes ne dissimulent leur identité et leurs biens derrière les personnes morales et constructions juridiques.

- Des obligations plus exigeantes vis-à-vis des personnes politiquement exposées.

- L'élargissement du champ des infractions sous-jacentes au blanchiment de capitaux aux infractions fiscales pénales.

- Une approche fondée sur les risques renforcée permettant aux pays et au secteur privé d'allouer leurs ressources de façon plus efficace en ciblant les domaines qui présentent des risques plus élevés.

- Une coopération internationale plus efficace, en particulier pour l'échange d'informations entre les autorités concernées, la conduite d'enquêtes conjointes et le dépistage, le gel et la confiscation des biens illicites.

- De meilleurs outils opérationnels et une gamme plus large de techniques et de pouvoirs, à la fois pour les cellules de renseignements financiers et les autorités de poursuite

pénale dans le cadre des enquêtes et poursuites en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Le Gafi est chargé au niveau international d'établir les mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme, et tout récemment, le financement de la prolifération. C'est une organisation internationale de 36 membres à laquelle participent plus de 180 pays au travers du réseau mondial des Organismes régionaux de type Gafi.

L'Algérie a un statut d'observateur dans la «filiale» région Mena (Maghreb Moyen-Orient) du Gafi. La révision des recommandations du Gafi a impliqué les membres du Gafi et tous les organismes régionaux de type Gafi. Elle a également donné lieu à une large consultation du secteur privé et de la société civile par la fois une consultation publique et un dialogue continu au sein du Forum de consultation du secteur privé du Gafi. Les recommandations révisées ont été adoptées par les membres du Gafi le 15 février 2012. Plus d'informations sont disponibles sur le site internet du Gafi : < www.fatf-gafi.org>

D. H.